

IRAN.

Amnesty International craint que le gouvernement ne soit responsable de la mort de ressortissants iraniens

Index AI : MDE 13/07/96

À la suite de la mort récente, dans des circonstances non élucidées, de trois ressortissants iraniens en Iran et en Turquie, Amnesty International a appelé aujourd'hui les autorités de ces deux pays à mener sans délai des enquêtes exhaustives et impartiales.

« Nous sommes particulièrement préoccupés par ces décès car des accusations ont déjà été formulées antérieurement concernant la responsabilité des autorités iraniennes dans la mort, survenue en Iran ou à l'étranger, d'Iraniens connus pour être opposés au gouvernement ou perçus comme tels », déclare l'Organisation.

Amnesty International s'efforce également d'obtenir des éclaircissements sur la position du gouvernement iranien à propos des décès survenus en Turquie.

Le corps de Molavi Ahmad Saggad, dirigeant de la communauté sunnite, minoritaire au Baloutchistan, aurait été retrouvé à l'extérieur de la ville de Bandar Abbas, le 2 février 1996. Cet homme avait été arrêté cinq jours plus tôt à l'aéroport alors qu'il rentrait d'un séjour de six semaines aux Émirats arabes unis. Arrêté une première fois en 1990 à son retour d'Arabie saoudite où il avait fait ses études, il avait été incarcéré pendant près de cinq ans sans inculpation. Après sa remise en liberté, Molavi Ahmad Saggad avait ouvert une école pour les musulmans sunnites du Baloutchistan.

Les corps de Zahra Rajabi, ancienne membre du conseil de direction de l'Organisation iranienne des moudjahidin du peuple (OIMP), et d'Abdolali Moradi, sympathisant présumé de cette organisation, auraient été retrouvés le 20 février 1996 à Istanbul.

Haji Mohammad Ziaie, dignitaire sunnite, est mort en 1994 dans des circonstances peu claires. Selon des sources officielles, l'enquête diligentée par la police a conclu à un accident de voiture. Des témoins oculaires ont toutefois affirmé que le corps mutilé de cet homme avait été retrouvé à côté de la voiture, laquelle ne présentait aucune trace correspondant à l'accident présumé. Amnesty International continue de penser que la vérité concernant le décès de Haji Mohammad Ziaie ne pourra être établie que par une enquête approfondie et impartiale.

Un certain nombre d'opposants iraniens ont été tués en Turquie ces dernières années dans des circonstances donnant à penser qu'ils ont pu être victimes d'exécutions extrajudiciaires perpétrées par des agents du gouvernement iranien. C'est ainsi qu'en juin 1992, Ali Akbar Ghorbani, également membre de l'OIMP, a été enlevé à Istanbul. Le corps de cet homme, qui présentait apparemment des traces de torture, a été retrouvé à la fin de janvier 1993. Trois membres du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PKKI) ont par ailleurs été assassinés entre août 1993 et janvier 1994.

L'Organisation est également préoccupée par le sort d'Ali Tavassoli, ancien dirigeant de l'Organisation des fedajin du peuple-majoritaire, "disparu" lors d'un séjour à Bakou (Azerbaïdjan), en septembre 1995, et dont est sans nouvelles. Selon des sources non confirmées, des ressortissants iraniens, qui pourraient être liés aux forces de sécurité, seraient responsables de l'enlèvement de cet homme.